

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Petrole-dette-exterieure-et-heredite-maudite>

# **Pétrole, dette extérieure et hérédité maudite**

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : lundi 6 mai 2013

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Entre 1958 et 1970, les prix internationaux du pétrole ont été réduits de façon systématique, de 14,6 dollars à 9,4 dollars, à prix constants 2006, arrivant à accumuler douze ans de chutes consécutives. Pour avoir une idée de la baisse, en 1970 les prix internationaux du baril ont atteint des niveaux équivalents à ceux de 1931.**

Cependant, en 1973 la scène de la politique mondiale de l'hydrocarbure a été modifiée par l'*Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole* (OPAEP), qui a menacé pour la première fois de façon réelle le pouvoir des compagnies privées. À partir du mois octobre 73, les pays membres de l'Organisation avaient mené un embargo qui s'était traduit par des interruptions de production et l'augmentation des prix internationaux du brut qui en a découlé. L'action eut comme justification une réponse à l'ingérence du gouvernement israélien par rapport à l'Égypte et à la Syrie, qui avait déclenché la guerre de l'Yom Kippur. La mesure de l'OPAEP avait représenté la recherche de prix plus justes et l'obtention de plus grands bénéfices sur son patrimoine stratégique, contrôlé par le cartel des Sept Soeurs.

Le soi-disant « *premier boom pétrolier* », a fait monter le prix moyen du baril de 14,99 dollars en 1973 à 47,54 dollars en 1974 (une augmentation de 217,2 %). En 1974, conséquence de cela, les pays centraux ont créé l'Agence Internationale d'Énergie (AIE) et ont intensifié leur stratégie de développement basée sur la possibilité d'importation de pétrole bon marché. On a également poussé la création de nouvelles sources d'énergie, comme le nucléaire. Au total, entre 1974 et 1978 le prix avait diminué de 8,5 %, 47,5 à 43,5 dollars.

Au commencement de 1979, la dite Révolution Iranienne a éclaté. Le mouvement avec l'Ayatollah Khomeini à sa tête a écarté le Shah Mohammad Reza Pahlavi, marionnette des Etats-Unis. Les dérèglements générés sur le marché pétrolier ont provoqué des hausses de prix de 102,6 %. Le baril est passé de 43,5 à 88,1 Dollars (à valeurs constantes de 2006). Avec la possibilité d'imprimer des dollars sans aucun lien avec ses réserves d'or, depuis la fin de Bretton Woods en 1971, la monnaie étasunienne est devenue plus bon marché par rapport aux autres et les taux d'intérêt américains sont tombés.

Du côté économique, il y a eu une abondance de dollar bon marché, de taux d'intérêt bas et un fleuve de pétrodollars arabes dans le monde. Du côté politique, il y a eu les dictatures latinoaméricaines. C'est ainsi, qu'ont été prises des « aides » externes comme un supposé remède obligatoire en face de la chute de la capacité d'achat des exportations, de l'augmentation du prix de pétrole et du déficit dans la balance des paiements. Les prêts pouvaient être compréhensibles. Cependant, une proportion assez élevée de ces revenus externes, qui ont généré les dettes latinoaméricaines, a été destinée à la sortie de devises ou à l'augmentation de l'importation de biens de luxe pour les classes privilégiées. De plus, les prêts internationaux ont été acquis de manière incontrôlée, et à des taux d'intérêt variables.

Les économistes Griffith-Jones et Sunkel rappellent que, à partir de 1979, le pillage US s'est effectué au moyen de trois mécanismes :

- **1)** la hausse des taux d'intérêt (le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, sous l'administration de Ronald Reagan, a décidé, de manière unilatérale, d'augmenter ses taux d'intérêt à des niveaux supérieurs à 20 % par an) cela a généré une augmentation des envois de capitaux des pays latinoaméricains vers l'extérieur. Si en 1977, l'Amérique Latine a payé 6,9 milliards de dollars au titre des intérêts de la dette extérieure, ce montant a sauté à 39 milliards dollars en 1982 ;
- **2)** la forte réduction du flux de prêts externes vers les pays périphériques et la fuite des capitaux vers les États-Unis. On a restreint les crédits bancaires accordés aux pays sous-développés, en fonction de la

croissance accélérée du déficit qui s'accumulait dans leurs comptes externes ;

- **3)** la surévaluation du dollar, proche de 35 %, et la dévaluation relative des monnaies des pays latinoaméricains. Les coûts des remboursements d'intérêts et les amortissements de la dette extérieure ont encore plus augmenté. C'est-à-dire l'Amérique Latine a perdu sur les deux points : en plus de la hausse des intérêts, le dollar a eu sa valeur renforcée.

L'endettement externe contracté pendant les années 1970 par les pays latinoaméricains a généré un grave problème et de longue durée, qui a conditionné de façon négative le développement de la région pendant les trois dernières décennies. De là, viennent les deux décennies perdues (1980 et 1990) et de là vient la grande difficulté rencontrée par les gouvernements « progressistes » de 2000. Comprenons qu'on ne pas juger ou d'essayer d'interpréter les administrations de Lula, Kirchner, Tabaré, Mujica, Evo, Correa et de Lugo sans considérer cette héritage maudit.

**Luciano Wexell Severo** pour El Correo

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 7 mai 2013

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

*Post-scriptum :*

\* **Luciano Wexell Severo.** Économiste brésilien formé à l'Université Pontificia Católica de São Paulo (PUC/SP), Severo est titulaire d'un Master et doctorant d'Économie Politique Internationale (PEPI) de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), chercheur de l'Institut de recherche Économique Appliquée (IPEA) au Brésil et professeur invité de l'Université Fédérale de l'Intégration Latino-Américaine (UNILA). Entre 2004 et 2005, fut consultant de la Banque du Commerce Extérieur du Venezuela (Bancoex), puis, de 2005 à 2007, conseiller du Ministère des Industries Basiques de Minerai du Venezuela (Mibam). Entre 2008 et 2012, il a exercé les fonctions de Directeur Exécutif de La Chambre de Commerce et d'Industrie Brésil-Venezuela à Rio de Janeiro.